

Une "Francophobe" en passe de prendre les rênes de la Francophonie

Radio-Canada, 11 octobre 2018 Le Rwanda de Louise Mushikiwabo, si peu francophile de la tête de l'Union africaine depuis 2017, le Rwanda, petit pays d'Afrique de l'Est à l'influence plus vaste que ses 12 millions d'habitants et ses 26 000 kilomètres carrés, est en voie de se retrouver au gouvernail de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à l'issue du sommet qui s'ouvre jeudi à Erevan, en Arménie. [Photo : Louise Mushikiwabo, ministre rwandaise des Affaires étrangères.]

On peut s'attendre à voir le Rwanda arriver aujourd'hui à la tête de la Francophonie. En tout cas, si l'on considère le mandat officiel et fondamental de l'OIF, qui consiste à promouvoir la langue française et la démocratie dans les pays francophones. Sur ces deux fronts, au regard du dossier de Kigali, on peut dire que le bûche est blessé. Par les défenseurs des droits de la personne Le Rwanda n'est pas une démocratie. Le 4 août 2017, Paul Kagame, l'homme du pays à divers titres depuis l'année 1994 (l'année terrible du génocide rwandais) et officiellement président depuis mars 2000, a été élu avec 98,79 % des suffrages, un score soviétique. Paul Kagame a fait modifier la Constitution pour pouvoir rester à son poste, théoriquement, jusqu'aux années 2030. Dans son rapport 2017-2018 consacré au Rwanda, Amnesty internationale a écrit : « La répression exercée contre les opposants politiques se poursuit, marquée par de graves cas de restrictions aux libertés d'expression, d'association, d'homicides illégaux et de nombreuses disparitions non élucidées. » Dans le même registre, Human Rights Watch (HRW) affirme, en 2017 : « Des restrictions strictes à la liberté de parole et à l'espace politique demeurent en vigueur, contrastant avec les résultats positifs en matière économique. Le gouvernement continue de limiter la capacité des partis d'opposition et des groupes de la société civile à fonctionner librement. Les opinions progouvernementales dominent les médias. Les journalistes qui osent les remettre en question sont arrêtés. » HRW mentionne des centres de détention non officiels, des détenus maintenus au secret et torturés. « Les procès équitables et crédibles sont inexistantes », constate l'ONG. L'organisation Freedom House a écrit, elle, le Rwanda de Paul Kagame comme « l'un des pays les plus répressifs en Afrique ». Ian Birrell, du journal The Guardian, présentait en 2016 le Rwanda comme un « état totalitaire » et un « état policier » par un réseau d'informateurs omniprésents, aux ordres du régime. Libérations symboliques Il y a eu des libérations d'opposants, ces dernières semaines, sans doute pour l'image, à la veille de cette promotion à la tête de la Francophonie, de celle qui est vraisemblablement la numéro deux du régime : la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. La Haute Cour du Rwanda a ainsi libéré sous caution, le 5 octobre, Diane Rwigara, opposante politique bien connue, et sa mère Adeline. Cette libération faisait suite à la grâce accordée par Paul Kagame à quelque 2000 prisonniers, à la mi-septembre. Parmi eux, une dirigeante connue de l'opposition : Victoire Ingabire. Cette femme avait osé affirmer une vérité cachée et complétement taboue au Rwanda, c'est-à-dire que les événements des années 1990, de l'invasion violente par le Front patriotique rwandais (FPR) à l'automne 1990, des semaines terribles du printemps et de l'été 1994, n'étaient pas simplement, comme le veut l'histoire officielle, des massacres à sens unique de Tutsis et de Hutus modérés, mais qu'ils ont été perpétrés par le FPR. À son retour au Rwanda en 2010, elle a été arrêtée pour ces déclarations, alors qu'elle préparait sa candidature à la présidentielle. Sa candidature avait été bloquée; son arrestation et son procès avaient immédiatement suivi. Les chefs d'accusation : « une conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre »; « une minimisation du génocide de 1994 ». Après la libération de Mme Ingabire, le 15 septembre dernier, Paul Kagame y est allé d'un avertissement : « Si elle ne fait pas preuve d'humilité, on la remettra en prison. » Un gouvernement pas très francophile. Paul Kagame n'a eu de cesse de prendre ses distances avec le français. Il a choisi l'anglais comme langue nationale. La rédaction des actes officiels se fait maintenant en anglais. Le français n'est presque plus enseigné dans les écoles. En 2009, le Rwanda a adhéré au Commonwealth, alors même que Paul Kagame, en pleine glaciation avec la France (coupable selon lui d'assistance au génocide), songeait à se retirer de l'OIF. Même dans le cadre de ses échanges avec le président Emmanuel Macron, le président Kagame n'utilise que l'anglais. On dit qu'il est capable de prononcer quelques mots en français mais il se fait un point d'honneur de ne jamais le montrer! Et tout comme sa candidate Le 11 septembre 2011, Louise Mushikiwabo a déclaré : « L'anglais est une langue avec laquelle on va plus loin que le français. Au Rwanda, le français ne va nulle part. » Bien sûr, cette déclaration remonte à plusieurs années et Mme Mushikiwabo ne dirait plus ça aujourd'hui : ce ne serait pas très habile, dans le contexte. Mais on peut rappeler qu'en juillet 2014, elle avait ordonné le passage à la démolisseuse du centre culturel français de Kigali. Jusqu'à tout récemment, son gouvernement a mené une guerre de tous les instants, non seulement contre l'influence de Paris mais aussi contre celle de la langue et de la culture françaises dans le pays. Louise Mushikiwabo est aussi une femme qui a tenu une ligne dure, lorsqu'on l'interrogeait sur sa qualité de ministre des Affaires étrangères sur les disparitions et les exécutions sommaires au Rwanda. Tout particulièrement, on avait interrogé son directeur de cabinet en 2014, sur l'histoire d'un ancien cadre du FPR, Patrick Karegeya, qui avait tourné casaque et s'était réfugié en Afrique du Sud (où il a ensuite été assassiné, vraisemblablement par les services secrets de Kigali) : « Pourquoi devrais-je plaindre des gens qui sont des ennemis? », avait-elle répondu. Quatre ex-ministres français chargés de la Francophonie ont signé, le 13 septembre, dans Le Monde, une lettre ouverte intitulée : « Louise Mushikiwabo n'a pas le droit de prendre la tête de la Francophonie ». UN TEXTE DE FRANÇOIS BROUSSEAU

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```